Rapport moral du Comede

Année 2024

L'année 2024 a, comme les précédentes, été marquée par un double phénomène : l'augmentation des mouvements de populations, avec en particulier un accroissement du nombre de personnes déplacées ; le durcissement des politiques de contrôle des frontières, s'accompagnant de discours de stigmatisation des étrangers.

Sur le plan démographique, le Haut-Commissaire des Nations unies pour les réfugiés fait état d'une progression continue du nombre de personnes concernées par ses missions, c'est-à-dire d'exilés contraints par les conditions d'insécurité qui prévalent dans leur environnement de quitter le lieu où ils vivent. On en dénombrait 40 millions il y a quinze ans. Ils sont aujourd'hui plus du triple, 123 millions, soit 5% de plus que l'année précédente. La majorité d'entre eux, 73 millions, se déplace à l'intérieur du pays et, pour ce qui est de la minorité qui fuit à l'extérieur, 50 millions, la plupart se trouve dans les pays voisins. Seuls 18% des déplacés sont en Europe, soit moins de 0,3% des habitants de la planète. De ces éléments factuels, on peut tirer deux enseignements. Premièrement, nous vivons dans un monde où les déplacements forcés sont en augmentation constante. Il faut à cet égard rappeler qu'en quinze ans le nombre de personnes tuées chaque année lors de conflits a été multiplié par cinq, ce qui souligne le rôle des violences dans ces déplacements. Les politiques devront donc, à terme, prendre en compte cette réalité plutôt que de tenter de la nier ou de s'y opposer vainement. Une telle évolution est d'autant plus nécessaire que les pays occidentaux sont souvent impliqués dans les raisons qui poussent les personnes à partir. Deuxièmement, nous ne sommes pas face à une invasion, car les déplacements forcés hors des pays représentent un peu plus d'un demi-pourcent de la population mondiale, et moins de 3 pour 1000 se trouvent en Europe. En 2024, les 900 000 personnes qui y ont déposé une demande d'asile représentaient moins de 2 pour 1000 de la population européenne. Quant aux entrées irrégulières, le chiffre fourni par Frontex, 239 000, artificiellement gonflé par les doubles enregistrements liés au passage de deux frontières mais significativement en baisse de 38% par rapport à l'année précédente, représente 0,5 pour 1000 de la population européenne.

Sur le plan politique, pourtant, le discours anxiogène et xénophobe continue de se renforcer à mesure que les partis d'extrême droite pèsent sur les orientations des politiques européennes, soit qu'ils soient au pouvoir comme en Italie, en Finlande, en Hongrie, en

Slovaquie, en République tchèque, soit qu'ils pèsent sur le gouvernement par leur alliance de fait, comme en Suède, aux Pays-Bas, en Belgique et en France, soit qu'ils apparaissent comme une menace croissante, comme au Portugal, en Espagne, en Allemagne et en Pologne. La stratégie populiste consistant à faire des exilés les boucs émissaires se trouve pourtant en contradiction non seulement avec les chiffres modestes de l'immigration et de l'asile, mais également avec les attentes des populations dont les sondages montrent qu'elles placent ce thème loin derrière le niveau de vie, les questions d'environnement ou la sécurité internationale et avec les nécessités de l'économie alors que des secteurs entiers sont en demande de main d'œuvre. La France est d'ailleurs, selon le ministère de l'Intérieur, l'un des pays de l'OCDE qui a les flux d'immigration permanente les plus faibles proportionnellement à sa démographie. Elle est en effet un pays peu attractif, en termes de destination des personnes, et peu accueillant, en termes de titres de séjour et statut de réfugiés accordés. Malgré ces données objectives officielles, les ministres de l'Intérieur successifs se livrent à une surenchère de législations et de directives visant à rendre la vie des exilés plus précaire et plus difficile, notamment par une production exponentielle d'obligations de quitter le territoire français, dont le juge administratif annule fréquemment, en contestant leur bien-fondé. Fait notable cependant, même les décisions de justice ne sont pas respectées, puisque celle du Conseil d'État rappelant la nécessité d'enregistrer les demandes d'asile à la frontière n'a guère été suivie d'effets sur le terrain. Le ministre de l'Intérieur est même allé jusqu'à mettre en cause l'État de droit, pilier théorique des régimes démocratiques.

Dans ce contexte, les associations de défense des droits humains et d'assistance aux personnes exilées ont un rôle crucial à jouer. À côté de collectivités locales engagées et de nombreux autres acteurs, individuels ou collectifs, elles défendent des valeurs de solidarité, font contrepoids à la répression des pouvoirs publics et rendent la vie des exilés un peu moins éprouvantes. Mais ces organisations non gouvernementales se trouvent de plus en plus menacées, certes rarement par des dissolutions, mais souvent par des réductions, voire des suppressions, des subventions publiques allouées par l'État et les collectivités locales. La situation s'est encore aggravée à la fin de l'année 2024 avec la déstabilisation de l'action gouvernementale par la dissolution de l'Assemblée nationale et le retard consécutif de l'adoption du budget de l'État qui s'ajoutent aux coupes annoncées à la suite de la révélation de l'explosion de la dette publique. Au regard de ces perspectives, le Comede se trouve affecté par cette situation préoccupante inédite.

Malgré ces difficultés, l'association a poursuivi ses missions d'accueil, de soins, d'orientation, d'accompagnement vers le droit commun, de formation juridique des acteurs du domaine et d'observation de la situation sociale et médicale des exilés. Comme les années précédentes, l'action collective inter-associative a été importante, à travers notamment l'ODSE, Observatoire du droit à la santé des étrangers, la CFDA, Coordination française pour le droit d'asile, à l'OEE, Observatoire de l'enfermement des étrangers, l'Anafé, Association nationale aux frontières pour les étrangers, l'Adfem, Action pour les droits des femmes exilées et migrantes, ainsi que le CPMS, Collectif pour la promotion de la médiation en santé. Il faut à cet égard, remercier les membres de l'association, tant administrateurs que bénévoles et salariés, qui sont mandatés dans ces collectifs pour y représenter le Comede. L'année 2024 était aussi celle des Jeux olympiques en France, qui ont fait l'objet d'une couverture médiatique très importante, avec en contrepoint le Revers de la médaille, qui a révélé les actions publiques contre les exilés et bénéficié lui aussi d'une certaine visibilité ; le Comede en était un acteur important, aux côtés notamment de Médecins du monde.

Pour terminer, il faut, une fois encore, souligner l'importance du travail pluridisciplinaire mené au sein de l'association par les médecins, infirmières, psychologues, juristes, assistantes sociales, répondants téléphoniques, agents d'accueil, personnels de l'administration et des finances, qui, au quotidien, prennent en charge les exilés dans les différentes dimensions de leurs besoins. À toutes et tous, le conseil d'administration exprime sa reconnaissance pour leur engagement professionnel et humain.

Didier Fassin, président, 14 juin 2025